



Le Conseil de l'Entente renforce la coopération sécuritaire entre ses pays membres

Le processus du renforcement de la coopération sécuritaire entre les pays membres du Conseil de l'Entente est en marche. Les ministres en charge de la sécurité et des frontières des 5 pays du Conseil ont tenu ce vendredi à Lomé, une réunion portant sur le mécanisme de renseignement au sein de cet espace communautaire regroupant le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Niger et le Togo.

Face aux multiples défis sécuritaires dans la sous région ouest africaine, le Conseil de l'Entente prend ses responsabilités et mise sur le renforcement de la coopération. Une place capitale va dans ce sens être accordée aux renseignements dans la mise en œuvre des politiques sécuritaires.

« La présente réunion revêt une signification particulière en ce qu'elle constitue un jalon supplémentaire dans la voie du renforcement de la concertation permanente en vue d'une action collective résolue qui traduit notre détermination commune à prendre en charge de manière efficace les défis, notamment sécuritaires, auxquels sont confrontés nos pays », a indiqué le Général de Brigade Yark Damehame, ministre togolais de la

Sécurité et de la protection civile et Président de la Conférence des ministres.

« Le renseignement reste la matière première pour une sécurité efficiente (...) ; La réunion d'aujourd'hui réalisera, une avancée majeure dans notre volonté partagée de construire un cadre de coopération exemplaire fondé sur une gestion politique concertée des défis sécuritaires dans notre espace communautaire », a-t-il ajouté.

Le Secrétaire exécutif du Conseil de l'Entente, Patrice Kouamé a pour sa part expliqué que l'enjeu, c'est d'assurer le développement auquel les pays aspirent pour répondre avec plus d'efficacité aux préoccupations des populations en termes d'amélioration des conditions de vie et d'élimination de la pauvreté et l'exclusion entre autres.

Les Ministres ont au cours des travaux, exprimé leur compassion aux peuples du Burkina-Faso et du Niger souvent victimes d'attaques terroristes. Ils ont également félicité vivement le ministre togolais de la sécurité pour sa promotion le 18 avril au grade de Général de Brigade le 18 avril.

David



Ouverture de la 13^{ème} réunion du bureau de la CONFESJES à Lomé

Les travaux de la 13^{ème} réunion du bureau de la Conférence des Ministres de la Jeunesse et des Sports de la francophonie (CONFESJES) ont démarré ce jeudi à Lomé avec une cérémonie présidée par le Premier ministre Komi Sélom Klassou.

Cette rencontre de deux jours qui fait suite à celle des experts tenue du 09 au 11 avril toujours à Lomé, est placée sous le thème « *jeunesse et sport : quelle contribution dans la lutte contre la radicalisation, l'immigration clandestine et l'extrémisme violent, pour le vivre ensemble, à l'orée du cinquantenaire de notre institution commune* ».

Les Ministres auront à examiner les conclusions des travaux de la réunion des experts et à adopter des mesures visant un meilleur épanouissement de la jeunesse de la CONFESJES.

Selon le secrétaire général de la CONFESJES, Bouramah Ali Harouna, la réunion de Lomé permettra également de faire le bilan de la gestion antérieure, et de définir les programmes d'activités pour les trois prochaines années.

Le Premier ministre Komi Selom Klassou a salué le choix du thème qui selon lui, engage la CONFESJES à participer activement à la promotion et au bien-être de la jeunesse des pays membres, à travers le sport, moyen privilégié d'éducation et de formation des jeunes aux vertus et valeurs civiques et citoyennes.

Il a par ailleurs souhaité que cette réunion du bureau de la CONFESJES débouche sur l'identification des programmes et projets concrets et viables autour du sport. Des Projets capables de booster les opportunités d'emploi décentes et

d'insertion socioprofessionnelle des jeunes, en vue de combattre l'oisiveté juvénile.

« Les pays membres de la CONFESJES se doivent d'apporter des réponses globales et durables à la problématique du chômage et de la pauvreté grandissante, terreau fertile du terrorisme et de l'immigration clandestine qui frappent de plein fouet certains de nos pays », a-t-il ajouté.

Créée en 1969, la CONFESJES est une institution intergouvernementale qui fait la promotion de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs au sein de l'espace francophone.

Cris DADA



Faure Gnassingbé en visite d'amitié et de travail à Abidjan en Côte d'Ivoire

Le Chef de l'Etat Faure Gnassingbé a effectué ce mardi 03 avril, une visite d'amitié et de travail à Abidjan en Côte d'Ivoire où il a eu au palais de la présidence ivoirienne, un « tête à tête » avec son homologue ivoirien Alassane Dramane Ouattara.

De source officielle, les échanges entre les deux

personnalités ont d'abord porté sur des sujets d'intérêt commun notamment la coopération bilatérale sur le plan économique.

Autre sujet évoqué, la situation sécuritaire dans la sous-région ouest africaine et sur le continent. Président en exercice de la CEDEAO, Faure Gnassingbé est en effet très engagé avec son homologue ivoirien dans la lutte contre le terrorisme qui est une menace et un frein au développement de la sous-région.

Sur le plan économique, les questions relatives à la monnaie unique de la CEDEAO, au transport aérien dans la sous-région et sur le continent de même que le renforcement de la croissance dans les pays, ont été également abordées par les deux Chefs d'Etat.

La Rédaction



Échange entre Faure Gnassingbé et Nana Akufo-Addo

Le Président ghanéen Nana Akufo-Addo, facilitateur du dialogue inter-togolais et le Chef de l'Etat Faure Gnassingbé ont eu ce vendredi 30 Mars, un tête-à-tête à Sipopo en Guinée Equatoriale. A l'invitation de leur homologue équato-guinéen Theodoro Obiang Nguema Obasogo, les deux Chefs d'Etat ont fait

le déplacement de la Guinée Equatoriale pour prendre part à une cérémonie officielle de remise du prix international « Unesco-Guinée Equatoriale pour la recherche en sciences de la vie ».

Même si aucune information n'est communiquée à l'issue de cet entretien entre Nana Akufo-Addo et Faure Gnassingbé, l'on pourra estimer que la crise sociopolitique togolaise serait au menu des échanges sans peut-être écarter aussi, le renforcement des liens d'amitié et de coopération entre le Togo et le Ghana.

Nana Akufo-Addo conduit depuis le 23 février 2018, le dialogue politique inter-togolais qui devra sortir le pays de la crise dans laquelle il est plongé depuis août 2017. Le Dirigeant ghanéen continue d'ailleurs les consultations bilatérales avec les protagonistes (pouvoir et opposition) depuis le 23 mars dernier, date de la dernière suspension des pourparlers.

Au sujet du déplacement de Faure Gnassingbé à Sipopo en Guinée Equatoriale, une note de la Présidence de la République explique que ceci est le témoignage de l'attachement du Chef de l'Etat togolais à la promotion de l'excellence et aux génies en Afrique.

Il faut souligner que ce prix récompense cette année trois lauréats. Il s'agit du professeur Rui Luis Gonçalves Dos Reis de nationalité portugaise, du professeur brésilien Ivan Antonio Isquierdo et de l'organisation pour la recherche agricole, le centre Volcani d'Israël. La Directrice générale de l'Unesco en la personne de Audrey Azoulay, dont l'institution a participé aux différentes étapes de sélection de ce prix a également pris part à la cérémonie.

Cris DADA



Khardiata Lô N'Diaye formule ses souhaits pour le Togo

En fin de mission, la Représentante-Résidente du PNUD au Togo, Mme Khardiata Lô N'Diaye a été reçue en audience ce jeudi 29 Mars par le Chef de l'Etat Faure Gnassingbé avec au menu des échanges, des questions relatives au renforcement de la coopération avec le système des Nations Unies, de même que la réalisation des chantiers liés au développement et au progrès social au Togo.

Après avoir exprimé sa gratitude pour les excellentes relations qui, dit-elle, ont été entretenues, développées et renforcées au cours de son séjour au Togo, Mme Khardiata Lô N'Diaye a salué le renforcement du partenariat entre le PNUD et le Togo notamment au cours de ces dernières années.

« Je finis ma mission dans un contexte que j'ai eu à constater, les progrès énormes que le Togo a accomplis en 6 ans », a indiqué Mme Khardiata Lô N'Diaye. Elle a saisi l'occasion pour souhaiter le meilleur des progrès encore plus importants pour le Togo, pour son développement, pour la paix et la stabilité dans le pays.

« J'ai foi dans l'avenir du Togo. C'est un pays important dans la sous-région ouest-africaine. Quand nous regardons le Togo, nous voyons tous les pays de l'hinterland, dont le

développement dépend aussi du port de Lomé, donc vous ne pouvez que souhaiter paix, prospérité, stabilité pour le Togo », a-t-elle déclaré.

C'est depuis 2011 que Mme Khardiata Lô N'Diaye est en mission au Togo. Elle cèdera à la fin de ce mois de Mars sa place au béninois Damien Mama, ex représentant du Bureau des opérations et de l'Etat de droit au sein de la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en République Démocratique du Congo (RDC).

David



Un pas décisif pour la création de la zone de libre-échange en Afrique !

Les dirigeants africains se sont réunis ce mercredi 21 Mars à Kigali dans la capitale rwandaise pour un Sommet extraordinaire de l'Union Africaine (UA) portant sur la création d'une Zone de Libre-échange Continentale (ZLEC).

Selon les informations parvenues à notre Rédaction, le protocole d'accord instituant la création de la Zone a été signé par quarante-quatre pays africains dont le Togo représenté par le Ministre Robert Dussey en charge des

affaires étrangères, de la coopération et de l'intégration africaine.

Deux autres accords concernant la ZLEC ont été également paraphés par les pays à savoir « le protocole de libre circulation des personnes sur le continent » et la « Déclaration de Kigali ».

Cette zone de libre-échange continentale est un projet phare de l'Agenda 2063 de l'UA pour renforcer les échanges commerciaux entre les pays membres de l'Union. L'idée est de créer un vaste marché intégré aux 54 pays à travers la suppression des barrières douanières entre les Etats pour une libre circulation des personnes, des marchandises, des biens, des capitaux et des services.

Mais, le projet n'a pas encore reçu l'adhésion de tous les pays. Parmi ceux-ci, le géant Nigeria, première puissance économique sur le Continent. A côté, il a y d'autres comme l'Érythrée, le Burundi, la Namibie ou encore la Sierra Leone.

Du chemin reste encore à faire car il faudra convaincre tous les pays quant à l'intérêt du projet. Par ailleurs, avant que l'accord n'entre en vigueur, il devra être ratifié sur le plan national par les pays signataires.

Il faut rappeler que l'idée de la ZLEC est née en janvier 2012 à l'occasion de la 18^{ème} Session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union africaine.

David SOKLOU



La crise migratoire au centre de la 10^{ème} Conférence de l'APF à Lomé

La 10^{ème} conférence des Présidents d'Assemblées et de Sections de la région Afrique de l'Assemblée Parlementaire de la Francophonie (APF) se tient depuis ce jeudi 15 mars à Lomé dans la capitale togolaise. Pendant deux jours, ces élus du peuple de l'espace francophone d'Afrique vont échanger sur des thématiques relatives la coopération interparlementaire entre Etats membres de l'APF et surtout sur la crise migratoire et le développement de l'Afrique.

C'est le Premier ministre togolais Komi Sélom Klassou qui a ouvert les travaux de cette conférence en présence du Président du Parlement de Côte d'Ivoire et vice-président de l'APF, Guillaume Kigbafori Soro, de Dama Dramani, Président de l'Assemblée nationale togolaise et son homologue du Sénégal, Mustapha Niasse.

Selon le vice-président de l'APF, cette rencontre parlementaire offre une occasion de réfléchir, d'une part, au rôle des parlements dans la mise en place d'une coopération renforcée sur le plan sécuritaire. Il s'agit par ailleurs, selon Guillaume Soro, de parvenir à trouver des solutions idoines, afin de démanteler les réseaux de trafiquants d'êtres humains. Selon lui, ces réseaux sont profondément liés

aux trafiquants d'armes, de drogue et aux mouvances terroristes.

«Nous devons redonner de l'espoir à ces milliers de jeunes désespérés par le chômage, la pauvreté, l'absence de perspectives dans leurs pays, en donnant la priorité à l'éducation, à l'emploi et à l'émancipation des jeunes », a souligné M. Soro avant d'ajouter qu' « il ne s'agira pas de faire des promesses sans lendemain ou de trouver des solutions miracles, mais de discuter et de réfléchir aux solutions appropriées ».

Les travaux vont également permettre aux participants de se prononcer sur la question de l'ouverture du parlement francophone à la société civile.

David S.



Sommet de l'ASI : Faure Gnassingbé appelle à faire du soleil, « une richesse universelle »

La Conférence de l'Alliance Solaire Internationale (ASI) s'est ouverte ce dimanche à New Delhi dans la capitale indienne en

présence du Chef de l'Etat togolais Faure Gnassingbé, et de plusieurs autres Chefs d'État et de Gouvernement venus de tous les continents.

Plusieurs interventions ont marqué l'ouverture des travaux, dont celle de Faure Gnassingbé pour qui l'Alliance Solaire Internationale est une chance pour le monde entier et plus encore pour les régions situées entre les tropiques, à l'image de l'Afrique de l'ouest.

L'ASI est en effet une nouvelle organisation internationale qui vise à accélérer le déploiement de l'énergie solaire dans les 121 pays à fort ensoleillement situés entre les tropiques du Cancer et du Capricorne. Lancée par la France et l'Inde lors de la conférence de Paris pour le climat en décembre 2015, l'Alliance a acquis, depuis décembre 2017, le statut d'organisation internationale.

« Nous devons concrètement avancer ensemble et mettre en œuvre les solutions qui contribuent au mieux-être des populations contemporaines tout en préservant la planète pour les générations à venir », a indiqué Faure Gnassingbé, réaffirmant l'ambition de la CEDEAO qui est de porter progressivement la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique à 35 % en 2020 et 48 % d'ici 2030 pour un accès universel à l'électricité.

« Le soleil est notre bien commun. Ensemble, nous sommes capables d'en faire une richesse universelle. Je n'ai pas de doute que nous y parviendrons », a-t-il ajouté, avant d'appeler à donner à cette Alliance, les moyens de porter les rayons du développement aux confins de la terre à travers la mobilisation des pouvoirs publics, l'accompagnement des partenaires techniques et financiers et l'appui des acteurs privés.

En effet, l'objectif de l'ASI est de mobiliser 1.000 milliards de dollars pour développer 1 TW (térawatt) d'énergie solaire

en 2030.

Dans le souci de parvenir à l'accès universel à l'électricité, le Togo s'est déjà pour sa part engagé dans plusieurs actions ciblées à l'endroit des localités les moins desservies notamment dans les milieux ruraux. L'initiative portant sur l'électrification par kits solaires individuels à prix préférentiels en est une illustration. La phase pilote vise 20.000 ménages dès 2019, et 300.000 ménages d'ici 2022.

Il faut souligner qu'en marge de la conférence, Faure Gnassingbé a eu des entretiens avec diverses personnalités parmi lesquelles, le Premier ministre indien Narendra Modi. Les deux dirigeants ont réaffirmé leur commune volonté de renforcer la coopération entre Lomé et New-Delhi et de faire généralement de la coopération sud-sud, un levier de développement.

David



Le Togo appelle à un renforcement des actions du CILSS pour une sécurité

alimentaire au Sahel

Face aux risques des changements climatiques, le Togo a lancé un appel en faveur d'un renforcement des actions du Comité permanent Inter-Etats de Lutte Contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS) pour une résilience et une sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations. C'était lors de la 18ème session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'institution tenue le 7 février 2018 à Niamey au Niger.

C'est le Premier ministre Komi Sélom Klassou qui a délivré le message du Chef de l'Etat Faure Gnassingbé, Président en exercice de la CEDEAO au cours de ces assises qui ont permis aux Chefs d'Etat de la sous région d'échanger sur les mesures à prendre pour favoriser l'efficacité des actions du CILSS dans une région particulièrement confrontée à la sécheresse et à d'autres catastrophes naturelles notamment les inondations.

Le message de Faure Gnassingbé a été un appel à « une approche globale mais cohérente » visant le renforcement de l'intégration et l'harmonisation des décisions et actions en vue d'atteindre les résultats escomptés. Il a d'abord salué les efforts du CILSS avant d'exhorter les Etats, au-delà des efforts déployés pour améliorer la production agricole, à travailler à garantir les conditions de paix, de sécurité et de libre circulation des personnes et des biens qui dit-il, sont des préalables indispensables au progrès et au développement durable de la sous-région.

Au cours de cette 18^{ème} session, les Chefs d'Etat ont réitéré leur engagement pour un sahel prospère, en paix et en sécurité, où il fait bon vivre. Ils restent convaincus que les actions engagées avec le concours des institutions sous-régionales à l'image de la CEDEAO, l'UEMOA, le CILSS et le G5 Sahel permettront, à très court terme, de concrétiser de manière significative les efforts de lutte contre la

sécheresse et la criminalité transnationale.

Il faut souligner qu'au terme des travaux, le président malien Ibrahim Boubacar Keita a passé le témoin au président Rock Marc Christian Kaboré du Burkina Faso à la tête du CILSS pour un mandat de deux ans.

Pour rappel, le CILSS a été créé le 12 septembre 1973 suite aux grandes sécheresses qui ont frappé le sahel au début des années 70. Il regroupe 13 Etats, dont le Togo, et a pour mission principale, l'investissement dans la recherche de la sécurité alimentaire et dans la lutte contre les effets de la sécheresse, de la désertification et du changement climatique.

David S.



Togo/ Jules TAPSOBA fait le point des activités du FMI au Premier Ministre KLASSOU

En poste au Togo depuis septembre 2017, le nouveau représentant-résident du Fonds Monétaire International (FMI), M. Sampawendé Jules Tapsoba a été reçu en audience ce mercredi par le Premier Ministre Komi Sélom KLASSOU. Au menu des échanges, le point sur les activités du FMI au Togo et les relations de coopération entre le pays et l'institution

financière.

« Nos échanges ont porté sur nos missions ici au Togo et sur les différentes actions que nous devons mener dans les années à venir », a indiqué Jules Tapsoba à sa sortie d'audience. « Comme vous le savez, nous avons un programme de partenariat avec l'Etat togolais et la première revue a été concluante. Nous sommes donc là pour rendre compte et féliciter les autorités togolaises pour l'effort qui a été fait », a-t-il ajouté.

Il faut rappeler que le Fonds Monétaire International est l'un des partenaires financiers du Togo. Le 18 décembre dernier, le Conseil d'administration du FMI avait achevé la première revue de l'accord avec le Togo au titre de la Facilité Elargie de Crédit (FEC) et a approuvé un nouveau décaissement de 35,6 millions de dollars américains, ce qui porte le total des décaissements au titre de l'accord à environ 71,22 millions de dollars américains. Des financements qui serviront essentiellement à l'assainissement des finances publiques.

La Rédaction